

Produits pétroliers

Le FMI repart en guerre contre les subventions

• Elles restent élevées en dépit de la chute du baril

• La croissance avoisinera 3% en 2015 dans la région Mena

• Le FMI maintient ses prévisions pour le Maroc: 4,4% en 2015

LA région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Mena) connaît une reprise économique modeste. La croissance avoisinera 3% en 2015, selon la mise à jour des Perspectives économiques régionales du FMI publiée le 5 mai. Mais ce taux ne suffira pas à résorber le chômage. La prolifération des conflits (Irak, Libye, Syrie et Yémen) continue de freiner l'économie, avertit Masood Ahmed, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI.

Pour le Maroc, l'équipe du FMI maintient ses prévisions de croissance à 4,4% en 2015 et 5% en 2016. Le ministère des Finances table sur une croissance d'environ

4,5% et Bank Al-Maghrib mise sur 5% cette année. Pour sa part, le CMC prévoit 5,1%.

Le Royaume fera mieux que la Tunisie qui remonte malgré tout la pente: 3% pour cette année et 3,8% en 2016. L'Égypte sera en mode rattrapage durant les deux années à venir avec des prévisions estimées à environ 4% et 4,3%.

La croissance variera selon que les pays sont exportateurs ou importateurs de pétrole. Les premiers enregistrent une croissance stable en dépit de la chute des prix du pétrole, mais ils devront réduire leurs dépenses. Ces pays enregistrent de surcroît une baisse de leurs recettes d'exportation. Le recul des prix du pétrole transformera l'excédent des transactions courantes des pays exportateurs de pétrole de la région en un déficit de 22 milliards de dollars en 2015. Les recettes d'exportation devraient être inférieures d'environ 380 milliards de dollars aux prévisions datant d'avant la baisse des prix du pétrole.

Région Mena: principaux indicateurs économiques

| Croissance du PIB réel (Variation annuelle en pourcentage) | 2014 | 2015 | 2016 |
|--|-------|-------|------|
| Egypte | 2,2 | 4 | 4,3 |
| Jordanie | 3,1 | 3,8 | 4,5 |
| Maroc | 2,9 | 4,4 | 5 |
| Tunisie | 2,3 | 3 | 3,8 |
| Solde global des administrations publiques (Pourcentage du PIB) | | | |
| Egypte | -13,6 | -11,8 | -9,4 |
| Jordanie | -10,3 | -2,9 | -1,5 |
| Maroc | -4,9 | -4,3 | -3,5 |
| Tunisie | -3,8 | -5,1 | -3,4 |
| Solde des transactions courantes (Pourcentage du PIB) | | | |
| Egypte | -0,8 | -3,3 | -4,3 |
| Jordanie | -7 | -7,6 | -6,6 |
| Maroc | -5,9 | -4,2 | -4 |
| Tunisie | -8,9 | -6,4 | -5,2 |

Source: FMI

Certains pays importateurs ont affecté les gains tirés de la baisse des prix du pétrole à la réduction de leur dette publique et au renforcement de leurs réserves de change

Pour les économistes du FMI, les pouvoirs publics devraient commencer à modérer le rythme de leurs dépenses en s'attaquant aux subventions énergétiques.

La même recommandation vaut aussi pour les pays importateurs de pétrole pour qui l'on prévoit une croissance plus élevée. Ils devraient profiter aussi de la reprise annoncée en Europe. Les prévisions de printemps de la Commission européenne, publiées le 5 mai, confirment l'embellie (1,5% de croissance cette année et 1,9% pour 2016) et une déflation évitée cette année. «C'est vrai que les pays importateurs ont profité de la baisse des prix du pétrole, cependant, comme celle-ci a été répercutée de manière limitée sur les prix des carburants à la pompe, elle n'a que modestement réduit les coûts de production et accru les revenus disponibles», relève le FMI. □

Fatim-Zahra TOHRY

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com